



Global organization of local governments
and civil society networks

Global Forum
for Social and Solidarity
Economy



POLITIQUES LOCALES D'ESS AU SERVICE DE LA TRANSITION SOCIO-ÉCOLOGIQUE

UN RECUEIL INTERNATIONAL
DE 17 WORKING PAPERS
GROUPE DE TRAVAIL RECHERCHE DU GSEF



WORKING PAPER

Les coopératives de consommation face à la politisation
métropolitaine : la nouvelle politique publique agricole et
alimentaire à Istanbul

Olivier GAJAC, Kiraz ÖZDOĞAN (Turquie)

Les *Politiques locales d'ESS au service de la transition socio-écologique* rassemble dix-sept working papers répondant à un appel à contribution lancé par le groupe de travail « Recherche » du GSEF.

Provenant des quatre coins du monde, ces travaux dressent un panorama de différentes politiques publiques locales, directes et indirectes, de soutien à l'économie sociale et solidaire. Les échelles varient, allant, par exemple, de la petite municipalité (El Hoyo) à de plus grandes villes (Bordeaux, Grenoble, Montréal). Les textes identifient également des contextes où les politiques locales sont dérivées de politiques élaborées à des niveaux supérieurs, comme des politiques provinciales (Gangwon) ou nationales (Maroc, Haïti). Les exemples démontrent enfin la grande diversité de l'ESS, allant d'un festival culturel en région rural (Italie) aux banques communautaires et municipales (Brésil).

Ce recueil plurilingue regroupe des textes rédigés en anglais, en espagnol et en français, et met en avant les processus de (co-)construction des politiques locales à travers des expériences d'institutionnalisation de l'économie sociale et solidaire, qui relèvent tantôt d'une collaboration avec les acteurs de terrain, tantôt d'une appropriation politique.

Chaque working paper est disponible sur le site web du GSEF, dans sa version originale (anglais, français ou espagnol) et en anglais.

<https://gsef-net.org/en/local-sse-policies-collection>

Coordination

Timothée DUVERGER (Sciences Po Bordeaux)

Marguerite MENDELL (Karl Polanyi Institute)

Comité de lecture – Membres du GT Recherche du GSEF

Miguel BACIC (Universidade Estadual de Campinas)

Rafael CHAVES AVILA (Universitat de València)

Laurence KWARK (GSEF Advisory Committee)

Jean-Louis LAVILLE (Conservatoire National des Arts et Métiers)

Sarah MCKINLEY (Community Wealth Building Consultant)

Ruth MUÑOZ (Universidad Nacional de General Sarmiento)

Leandro PEREIRA MORAIS (Universidade Estadual Paulista)

Yvon POIRIER (RIPESS)

Marion POUZOLET (Sciences Po Bordeaux)

Denis STOKKINK (Pour la Solidarité)

Jéová TORRES SILVA JUNIOR (Universidade Federal do Cariri, Université de Poitier)

Peter UTTING (UNRISD)

Ilcheong YI (UNRISD)

Secrétaire de rédaction

Guillaume WEBER (Université Bordeaux Montaigne / GSEF)

Publié par le **GSEF**, avec le soutien financier de la **Caisse des Dépôts**.

Les contenus de ces travaux de recherche n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

Les coopératives de consommation face à la politisation métropolitaine : la nouvelle politique publique agricole et alimentaire à Istanbul

Olivier GAJAC

Sociologue, enseignant vacataire à Sciences Po Bordeaux et membre associé au Centre Emile Durkheim

Kiraz ÖZDOĞAN

Sociologue, enseignante vacataire à l'Université Beykent

Introduction

L'arrestation du maire d'Istanbul le 19 mars 2025 a déclenché un mouvement de protestation contre le gouvernement de l'AKP¹. Leader incontesté à Istanbul depuis 2019, Ekrem Imamoğlu incarne le parti d'opposition, le CHP², et fonde de nombreux espoirs auprès de la population en vue des prochaines élections présidentielles de 2028. Empêché de se présenter aux élections présidentielles de 2023, il mobilise de plus en plus large sur un plan électoral. Or, le conflit actuelle, historique à la vie politique turque, entre les modernes et les conservateurs depuis la fin du XIX^e siècle, n'a toutefois rien de surprenant, car la célébration en 2023 du 100^{ème} anniversaire de la fondation de la République de Turquie pouvait le présager au regard de la dérive autoritaire du gouvernement³.

Le succès électoral du parti CHP en 2019 amplifié en 2024 en gagnant une grande majorité des municipalités de Turquie est le réel premier signe de l'ébranlement de l'hégémonie politique de l'AKP depuis 2002. Ce dernier s'est concentré à défaire l'État dès son second mandat pour le recomposer culturellement dans ses valeurs et normes, lesquelles ont tendance à réduire les

¹ Le Parti de la justice et du développement, fondé en 2001.

² Le Parti républicain du peuple, fondé en 1923.

³ Soumission non retenue d'un projet ANR et IDEX, trois années consécutives où il était question d'analyser la construction des politiques publiques sous l'angle de la société civile en vue du 100^{ème} anniversaire de la naissance de la République et d'un probable conflit politique entre les deux partis historiques et de masse de Turquie.

libertés et les droits individuels et collectifs sur le plan civil, de la presse et de la justice. Ainsi, les politiques publiques en Turquie ne visent pas toujours l'intérêt général, elles doivent servir un projet culturel de société où la majorité de la population se doit d'être loyale en adhérant à des valeurs conservatrices, religieuses et nationalistes.

Face à l'hégémonie gouvernementale de l'AKP, les métropoles et municipalités d'opposition, tous partis confondus, deviennent des alternatives politiques sur le plan de la compétition politique. Dans ce cadre, nous nous intéressons à la nouvelle politique publique agricole de la métropole d'Istanbul. Notre objet est l'émergence du problème social (et/ou public)⁴ de l'agriculture en milieu métropolitain. Il s'agit de la question agricole et alimentaire dans une grande métropole, Istanbul (IBB) dont la surface des terres agricoles, loin d'assurer la souveraineté alimentaire de 15,6 millions d'habitants de 39 districts, a connu une diminution de 27,5 % entre 1995 et 2019 (Büke et al., 2021).

Sur ce registre, les coopératives de consommation que l'on encarte en Europe dans le concept d'économie sociale et solidaire sont un acteur majeur de la mise à l'agenda du problème social. Ces coopératives ont émergé en lien étroit avec le mouvement du parc Gezi de 2013⁵ qui a donné lieu à un autre mode de vie *ici et maintenant*. Elles nous interrogent sur leur influence au regard des politiques publiques en tant que mouvement par le bas en adoptant un mode autogestionnaire et en investissant l'espace public pour exprimer une forte différence avec le marché.

L'intérêt de l'échelle métropolitaine ou municipale comme terrain d'enquête tient à la légitimité des acteurs infranationaux et à leur montée en puissance (Mazeaud et al., 2022 : 5) dans la mise en œuvre des politiques publiques locales (changement climatique, agriculture, action sociale, etc.). On s'intéresse à comprendre la construction de l'action publique de la métropole d'Istanbul sur la question agricole et alimentaire entre deux événements bien précis. Le premier

⁴ Dans cette analyse, on rattache le problème social aux coopératives de consommation et le problème public à la métropole d'Istanbul même si certains auteurs ne font pas de distinction entre les deux termes.

⁵ À l'origine du mouvement du parc Gezi, on trouve un groupe d'écologistes mobilisés dès 2011 pour défendre le parc Gezi situé au centre d'Istanbul sur lequel la municipalité de Beyoğlu (Taksim) a annoncé la mise en œuvre d'un projet d'un centre commercial. À l'époque, le parc Gezi étant une zone verte protégée (un parc), la municipalité de Beyoğlu a prétendu que le projet permettrait de reconstituer la caserne ottomane démolie dans les années 1940 pour la création d'un parc. Le 29 mai 2013, après l'intervention de la police contre le groupe d'occupants défendant le parc, des milliers de personnes ont rejoint les occupants du parc. Alors que les mobilisations se sont répandues de façon spontanée et instantanée dans la majorité des provinces de Turquie, les revendications des manifestants sont allées au-delà de l'écologie ou du droit à la ville en incluant tous les mécontentements envers des politiques anti-démocratiques, autoritaires et discriminatoires de l'AKP. Après quatre jours de confrontation avec les forces de l'ordre, les manifestants ont réussi à rentrer dans le parc et à l'occuper pendant 15 jours. Certains ont baptisé cette occupation de « commune » de Gezi. À cet égard, il est nécessaire de souligner que le mouvement du parc Gezi ne se limite pas à une contestation, mais il porte en soi un but politique pour créer « un autre mode de vie ici et maintenant » tout en adoptant un mode d'organisation non-hiérarchique et autogestionnaire. Ce n'est qu'à la suite de l'évacuation des occupants du parc Gezi par l'intervention musclée de la police, que les « graines » de Gezi ont été disséminées dans l'émergence d'une galaxie d'initiatives solidaires (jardin collectif, communauté alimentaire, squat, forum, etc.). Dans ce processus, les initiatives inspirées par des modes d'organisation horizontale et autogestionnaire ont mis la priorité sur l'écologie et la réappropriation des espaces communs.

est le mouvement du parc Gezi de 2013 et le deuxième est la victoire du CHP aux élections municipales de 2019 à Istanbul face au parti de l'AKP. Dans cette configuration de polarisation politique, les politiques publiques deviennent encore plus un enjeu politique et électoraliste du fait que les pouvoirs publics ont des compétences, des ressources et des capacités de redistribution. C'est en partant du paradoxe de la dynamique des coopératives de consommation du district de Kadıköy et de la métropole d'Istanbul et de leur processus d'invisibilisation par les pouvoirs politiques locaux (métropole) que nous souhaitons démontrer que la nouvelle politique publique agricole est un objet de politisation de la métropole en lien avec le contexte politique turc, la temporalité électorale et la compétition politique.

À la différence des controverses des historiens, mais aussi des travaux de science politique où la politisation s'inscrit dans le « rapport de l'individu à la sphère politique » mais aussi dans l'implication « des groupes, des institutions, des enjeux [...] dans l'enceinte de la compétition professionnelle » (Déloye et Haegel, 2019 : 68-69), les groupes intermédiaires tels que les coopératives de consommation ne sont pas vraiment des acteurs critiques du politique du fait que leur identification sociale se construit davantage en opposition au marché. Ici, les coopératives de consommation ne sont pas un acteur de la politisation de l'enjeu agricole et alimentaire en cherchant directement à interpeller « le système politique » ou à lui attribuer une responsabilité (Zittoun, 2021 : 89). Elles y contribuent indirectement comme une continuité des mouvements historiques (comme le mouvement du parc Gezi) et du contexte politique (autoritaire) (Déloye et Haegel, 2019 : 62).

Ensuite, l'acception de la politisation doit intégrer les temporalités électorales, c'est-à-dire, « l'impact de l'alternance politique » à l'échelle de la métropole et « des échéances électorales à venir » (de Maillard, 2006 : 39) (municipale et nationale) dans la mise en œuvre d'une nouvelle politique publique agricole. Il s'agit de contribuer à nourrir les réflexions cherchant à rapprocher *politics* et *policy* (de Maillard, 2006 : 40 ; Zittoun, 2021 : 77). « Le poids d'un changement électoral » peut faciliter « l'entrée de certains sujets » et conduire à des discontinuités (de Maillard, 2006 : 43 et 44) traduisant à la fois des choix substantiels ou symboliques (2006 : 47) en termes de politiques publiques, mais sans exclure la production d'un « formatage » du problème public (2006 : 44) lorsque le politique ne prend pas en compte certains problèmes dans le processus décisionnel (Zittoun, 2021 : 87) ou impose sa problématisation. Cette temporalité électorale nous rappelle que les « pratiques politiciennes » (de Maillard, 2006 : 42) sont associées à la carrière politique, et qu'une politique publique peut attribuer du crédit au regard de l'électorat (2006 : 47), et faire gagner de la popularité (2006 : 48) à un parti ou candidat.

Finalement, la fabrique des politiques publiques peut être un instrument d'action publique dans la compétition politique entre le parti gouvernemental (AKP) et l'opposition métropolitaine (CHP). Déjà, Harold D. Lasswell mentionnait que les politiques publiques participaient à maintenir le pouvoir des élites ou qu'elles étaient un instrument de pouvoir ou d'influence (Zittoun, 2021 : 82). La nouvelle équipe de la métropole a toute « la notoriété » d'instituer une nouvelle politique publique agricole, mais son contenu doit conforter l'exercice de son pouvoir et éviter une politisation en faisant émerger de nouvelles exigences (ou « thèmes émergents ») (2021 : 88) dans le secteur agricole conventionnel. La notoriété s'appuie sur une

communication d'experts lesquels participent à sélectionner les choix tout en rejetant des « analyses venant de l'extérieur » (2021 : 92 et 93) (des coopératives de consommation) en vue de se crédibiliser au regard des bénéficiaires et de stabiliser cette nouvelle politique publique agricole métropolitaine. Le poids de la domination de la métropole (institution) comme sa centralité dans le processus de politisation traduit une volonté d'asseoir une stabilité en termes de politique publique dans un contexte de polarisation politique où le gouvernement AKP a été affaibli avec les dernières élections municipales de 2024.

Nous en déduisons que la politisation de l'enjeu agricole et alimentaire par la métropole est un processus d'activité de choix et de sélection d'instruments (Zittoun, 2021 : 97) conciliant la solution à un problème saillant (protéger le foncier agricole), l'idée de changement avec l'émergence d'un nouveau problème public (agriculture urbaine et alimentation), l'adéquation aux enjeux du secteur agricole grâce aux experts (agriculture conventionnelle) et des acteurs (agriculteurs) susceptibles de participer à la popularité du maire (İmamoğlu) de la métropole d'Istanbul. Au regard de ces paramètres, nous pouvons mettre en avant certains éléments venant nourrir la question de la politisation des politiques publiques au regard du contexte turc où la dérive autoritaire ne semble plus avoir de limites sur le plan de la vie politique intérieure.

Par conséquent, la fabrique des politiques publiques ne peut pas seulement être pensée en termes de changement et de reproduction car l'instrument d'action publique devient à la fois un moyen et une finalité de la compétition politique. Entre les différents protagonistes impliqués dans la définition du problème public, la métropole et les agriculteurs conventionnels d'un côté, les coopératives de consommation et les agriculteurs agro-écologiques de l'autre, leurs arguments et leurs collaborations distincts limitent leurs rapports inter-organisationnels dans le cadre d'une nouvelle politique publique agricole du fait que le travail politique de la métropole s'écarte au fur et à mesure du travail de cadrage du problème social des coopératives de consommation.

Dans cette perspective, la métropole choisit de mener un travail discursif de légitimation (distinct des coopératives de consommation) du problème public et de sa nouvelle politique publique agricole et de persuasion des agriculteurs conventionnels de la périphérie de la métropole d'Istanbul en créant des alliances avec eux pour valider son instrument d'action publique. Si l'approche constructiviste mentionne que la sphère politique est le produit de logiques sociales, c'est-à-dire soumises à des influences et des intérêts divers, que « de nombreux acteurs [...] jouent le rôle d'« entrepreneurs » de politisation ou dépolitisation » (Déloye et Haegel, 2019 : 77-78), la signification de « la sociologie politique insiste sur la transgression des frontières du politique » (Arnaud et Guionnet, 2005 cités par Déloye et Haegel, 2019 : 77) alors que la sociologie de l'action publique tend à retenir que « les choix de politiques publiques » seraient davantage le résultat « d'imbrication ou d'hybridation des espaces » (Déloye et Haegel, 2019 : 77). De là, nous retenons que c'est bien la métropole qui s'auto-construit comme un lieu d'imbrication d'experts, de producteurs conventionnels et d'activité de communication sur sa nouvelle politique publique agricole.

De la sorte, les coopératives de consommation et la métropole ont été des entrepreneurs de politisation avec des modalités d'action distinctes. À la différence de la métropole, les

coopératives de consommation ont établi des liens de réciprocité avec les agriculteurs agroécologiques en exprimant une forte différence avec le marché, alors que la métropole a créé des alliances plus ou moins descendantes avec les agriculteurs conventionnels dans le but d'imposer sa nouvelle politique publique agricole. À travers ces deux perspectives, la transformation d'un problème public en un instrument d'action publique prend un sens de politisation entre des positions politiques distinctes. Pour les coopératives de consommation, la politisation ne vise pas à exprimer « des exigences face au pouvoir politique » (Groc, 1998 : 46) au titre des groupes intermédiaires (Déloye et Haegel, 2019 : 69) et en vue d'éventuelles réformes, car elles s'investissent directement « en utilisant un statut économique » pour se différencier du marché « par les modalités d'action ». (Lanciano et Saleilles, 2011 : 157). Alors que les coopératives de consommation sont soucieuses de leur modèle autogestionnaire, la politisation de la métropole rejoint l'idée de ne pas dissocier l'action publique (*policy*) et la politique (*politics*) (Zittoun, 2021 : 78-79).

Si les coopératives de consommation portent une politisation plutôt externe au pouvoir politique, la métropole d'Istanbul suit une logique de politisation interne aux arènes politiques turques dans le sens où l'action publique comme la nouvelle politique publique agricole métropolitaine doit être appréhendée non seulement dans un contexte de polarisation politique (AKP et CHP) mais aussi dans les temporalités électorales (de Maillard, 2006). Par conséquent, nous pouvons avancer l'idée que l'alternance politique de 2019 fait partie des « opportunités » en faveur de « choix publics » ou de la mise en place d'une nouvelle politique publique agricole métropolitaine (2006 : 42 et 43), laquelle est davantage pensée pour asseoir « la popularité » (2006 : 48) de la nouvelle équipe métropolitaine et pour emmagasiner des bénéfices (2006 : 48) pour les prochaines échéances électorales (Girault, 2011). L'action publique comme un instrument de compétition politique (2006 : 42) est une politisation (Déloye et Haegel, 2019 : 76) en vue d'asseoir le pouvoir d'une alternance électorale à Istanbul et des prochaines échéances électorales présidentielles.

Les données de notre recherche s'appuient sur un terrain d'enquête réalisé d'août à septembre 2024 dans le district de Kadıköy à Istanbul. Au total, nous avons rencontré treize coopératives, trois institutions et six acteurs de la société civile. Parmi les treize coopératives, il faut noter que dix sont des coopératives de consommation dont deux sont des coopératives de consommation et de producteur. Même si les trois autres coopératives se situent sur d'autres secteurs d'activité tels que le handicap, les femmes, l'éducation, et qu'elles n'intègrent pas notre analyse, ces interviews nous permettent de consolider les résultats de notre terrain sur les coopératives de consommation (Tableau 1).

Tableau 1 : Récapitulatif des entretiens réalisés

Types d'institution	Nombre d'entretiens
Coopératives de consommation	8
Coopératives de consommation et de producteur	2
Autres coopératives	3
Acteurs de la société civile (associations)	6
Institutions publiques	3

Source : élaboration propre

Les guides d'entretien ont été adaptés en fonction des acteurs rencontrés. Les principaux thèmes des coopératives étaient : Votre coopérative (votre fonctionnement et votre quartier) ; écologie, contexte politique local et transformation (législative, démocratique, politique, sociale et économique) ; nouvelles politiques locales de l'ESS et les rapports aux institutions locales, (métropolitaine, provinciale et nationale) ; reconnaissance de l'ESS et son rôle dans la transition écologique. Pour les pouvoirs politiques locaux, les thèmes étaient centrés sur : Le choix de la gouvernance (tutélaire ou publique, citoyenne, marchande) ; le choix des coopératives et des producteurs ; le processus de décision ; le fonctionnement de *halk market*⁶. Les entretiens ont été également ajustés pour les acteurs de la société civile impliqués récemment ou de longue date dans le domaine écologique. Pour l'élaboration des guides d'entretien, nous nous sommes appuyés sur deux précédents terrains d'enquête, sur les circuits courts alimentaires et sur les coopératives de femmes en Turquie. Nous avons exploité uniquement sept entretiens réalisés avec les coopératives se situant à Kadıköy. Mis bout à bout, cette recherche s'appuie au total sur une trentaine d'entretiens⁷.

Notre analyse se découpe en deux parties, la première se focalise autour du problème social de l'agriculture et de l'alimentation et de sa mise sur l'agenda public à Istanbul. Dans une première sous-partie (I), nous verrons que l'émergence du problème social de l'agriculture et de l'alimentaire est étroitement liée au mouvement du parc Gezi de 2013 où des initiatives citoyennes décident de créer des coopératives de consommation. Néanmoins, ce mouvement par le bas ne traduit pas une politisation via une mobilisation visant le politique (gouvernement, métropole). Nous sommes face à une offre alternative de production de biens et de services de coopératives soucieuses de s'instituer en dehors des représentations politiques. L'idée de politisation rejoint ici la littérature des nouveaux mouvements sociaux économiques où les coopératives de consommation adoptent le statut d'un acteur autogestionnaire.

Dans la deuxième sous-partie (II), il est question de la conversion du problème social dans la mise en œuvre de la nouvelle politique publique agricole métropolitaine. La nouvelle équipe métropolitaine en 2019 va problématiser la question de l'agriculture et de l'alimentation de manière inclusive avec les différents protagonistes métropolitains (coopératives de consommation, syndicats, chambres professionnels, experts, académiciens). Si le poids de

⁶ Marché du peuple ou populaire

⁷ Dans le texte, les extraits des entretiens sont anonymisés.

l'État constitue toujours des limites pour les municipalités dans l'exercice de leur compétence, l'autoritarisme gouvernemental pousse les partis d'opposition (à la tête des métropoles et des municipalités) à centraliser les enjeux et à mettre au second plan les acteurs de la société civile, y compris les coopératives de consommation. Ainsi, la définition du problème public par la métropole va s'éloigner au fur et à mesure du cadrage des coopératives de consommation pour les invisibiliser.

Dans la deuxième partie, il est question de la politisation par la métropole de l'enjeu agricole et alimentaire et d'une nouvelle politique publique agricole conventionnelle pour des finalités de pouvoir politique. Dans un premier temps (III), nous montrerons que malgré un discours volontariste et inclusif de la métropole d'Istanbul, la gouvernance participative de la métropole va être plus ou moins abandonnée au profit d'un centralisme bureaucratique métropolitain. Même si le caractère autonome des coopératives de consommation limite d'éventuels compromis institutionnels, la métropole s'est imposée comme le seul relai du travail engagé entre les coopératives de consommation autonomes et la municipalité de Kadıköy. À côté de cette recentralisation, la métropole politise le problème public de l'agriculture et de l'alimentaire en se rapprochant principalement des agriculteurs conventionnels métropolitains. Alors que la nouvelle politique publique agricole fait de l'enjeu agricole et alimentaire un instrument d'action publique conforme à la filière conventionnelle de l'agriculture, les coopératives de consommation invisibilisées sont fragilisées par l'absence d'un niveau de représentation politique et de pouvoir politique et par un modèle autogestionnaire bénévole.

Dans un deuxième temps (IV), nous rappellerons la dimension marchande d'une ville où les finalités de l'usage du foncier font l'objet de diverses luttes (agriculture intelligente ou *Smart Farming*, construction, maintien d'une couronne de petits agriculteurs, etc.). La métropole se fait le porte-parole des agriculteurs métropolitains, elle devient le garant de leur bien-être en assumant dans le domaine agricole un rôle d'acteur, de redistributeur d'aides et de créateur de nouveaux espaces de vente. L'ambition d'inclure les coopératives de consommations comme d'autres cibles est restée toujours lettre morte en 2024. La nouvelle politique publique agricole démontre qu'elle s'inscrit dans les déterminants macro-économiques de l'économie libérale. Cette nouvelle politique est en soi la venue d'un nouvel acteur à l'échelle du territoire métropolitain, mais en aucun cas, une nouvelle politique publique favorable à une transition écologique que proposent les coopératives de consommation. La métropole cherche à travers cette nouvelle politique publique agricole à asseoir son pouvoir politique dans une métropole où la polarisation politique est forte, car « *Qui tient Istanbul, tient la Turquie* ».

Mouvement par le bas et mise sur l'agenda public du problème social de l'agriculture et de l'alimentaire

Alors que le mouvement du parc Gezi, en 2013, a débuté pour protéger un espace vert destiné à être transformé en une caserne ottomane et en un centre commercial, il va être l'héritier d'une conscience à l'intersection de l'écologie, de l'agriculture et de l'alimentation, et donner naissance à l'échelle du district de Kadıköy, à Istanbul, à la création de coopératives de

consommation qui vont s'imposer dans l'espace public avant que les pouvoirs politiques locaux s'en approprient au fur et à mesure la légitimité institutionnelle.

I. La montée en puissance de la question écologique après Gezi

Le mouvement du parc Gezi a eu deux effets sur le développement des initiatives alimentaires et agricoles : l'un est la formulation d'idées qui combinent l'écologie, l'agriculture et la coopérative ; et l'autre est la constitution d'un modèle organisationnel alternatif et plus horizontal.

De la cause alimentaire et agricole...

Le mouvement du parc Gezi est l'un des tournants importants dans la diffusion des initiatives alimentaires et agricoles (coopératives et communautés de consommation, et coopératives agricoles) à Istanbul et dans d'autres villes de Turquie. Si leur nombre n'a cessé de croître durant la décennie 2010, c'est au début des années 2000 que les modèles organisationnels coopératifs solidaires ont été discutés et mis en œuvre par les mouvements de gauche, kurde et anarchiste.

Dans un contexte de privatisation lancée par l'AKP dès la deuxième moitié des années 2000, la multiplication des protestations ne va pas cesser de croître. Outre les résistances médiatiques et symboliques de SEKA (Hürriyet Gazetesi, 2005), la résistance de TEKEL (Savran et Özkan, 2010) et de DEBA (Olay, 2012), l'analyse de Yörük et Yüksel permet encore mieux de saisir avant Gezi la situation et l'ampleur des protestations en Turquie : estimées à moins de soixante par mois en juillet 2012, elles sont plus de deux cents en mars et deux cent cinquante en mai 2013 (Yörük et Yüksel, 2016 : 88).

Avant le mouvement du parc Gezi de 2013, l'idée d'organiser des coopératives, l'agriculture, et en particulier l'agriculture écologique des petits producteurs et des paysans, faisait donc partie des sujets discutés au sein des oppositions, des mouvements de gauche aux écologistes, et auprès des activistes indépendants. La vertu du mouvement du parc Gezi a été multiple. Il a permis tout d'abord à une partie des citoyens de se saisir de la question agricole et alimentaire impactée par une agriculture mondialisée⁸.

Des débats dans différents forums sont tenus dans les parcs d'Istanbul. C'était la première fois que l'idée de créer la coopérative de consommation a été discutée dans une réunion du forum de Yoğurtçu (entretien avec YK3). La santé, la souveraineté alimentaire, l'accessibilité à la nourriture saine/biologique font partie des nombreux autres thèmes discutés (patriarcat, injustice, etc.). Cet événement popularise les idées et les pratiques qui associent l'écologie, l'agriculture et la coopération.

⁸ Avant ce mouvement social, il existait approximativement deux coopératives de consommation.

Ensuite, il a permis de sortir de l'ombre des producteurs soucieux d'une pratique agricole respectueuse du vivant. Les préoccupations urbaines sont devenues une question rurale, car la place des petits producteurs tournés à la fois vers l'autosuffisance et la vente directe en pratiquant l'agroécologie a été un impensé des politiques publiques agricoles.

Ce passage des solidarités de quartier post-Gezi et l'émergence des premières initiatives solidaires coopératives peut être illustré par les résistances des *Bostan* (jardins historiques) qui dès 2013 soit organisent de nouveaux jardins collectifs tels que *Moda Bostanı*, *Kuzguncuk Bostanı*, *Berkin Elvan Bostanı* (Fautras, 2016 ; Özdoğan, 2023), soit protègent les surfaces agricoles au centre de la ville, telles que la *Yedikule Bostanlarını Koruma Girişimi*, la *Piyalepaşa Bostanı Dayanışması*, et d'autres (Özdoğan, 2023).

Dans ce dernier axe, « certaines familles exploitant les jardins [... se constituent] en association (*Yedikule Bostancılar Derneği*) pour défendre leur mode de vie et leur métier d'agriculteur en milieu urbain » (Gajac, 2024 : 8).

...à l'adoption de formes organisationnelles structurées

Que l'on parle de l'agriculture, de l'alimentation, de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la construction, de la restauration, des femmes, du textile, de la culture, du handicap, etc., des individus cherchent à l'échelle locale à instituer dans plusieurs villes, sans se limiter à l'espace urbain, des solidarités pour établir de nouveaux rapports sociaux en vue de répondre aux insatisfactions du marché, à leurs idéaux et à des injustices politiques.

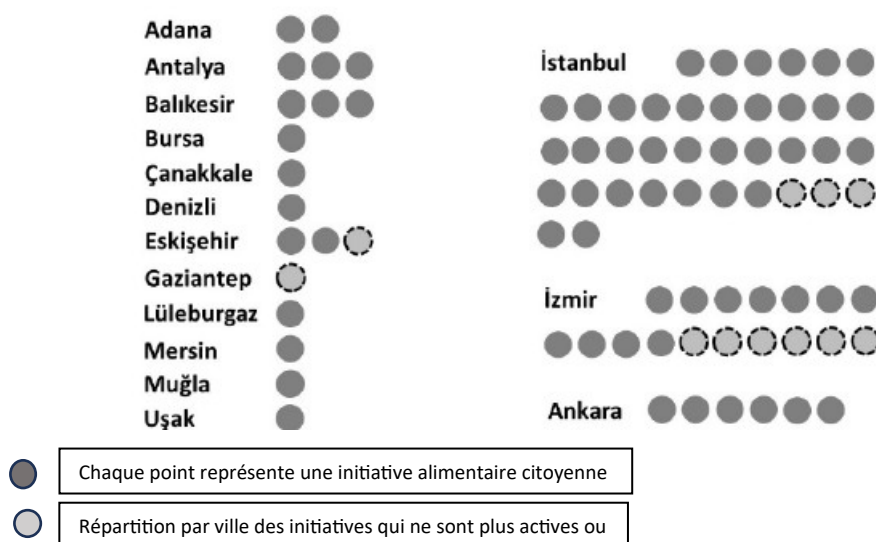
Ce foisonnement d'initiatives s'accorde, d'après les données de notre terrain, sur des traits communs. Elles s'appuient toutes sur un bénévolat et elles défendent une forte autonomie face à la puissance publique. Elles se constituent à travers une production de connaissance mobilisant une pluralité d'acteurs, des enseignants-chercheurs, des étudiants, mais également de nombreux profanes, spécialistes, acteurs de la société civile, mariant ainsi la pratique et la réflexion dans la production de connaissance, faisant qu'une grande partie des initiatives solidaires repose sur une réciprocité multipartite (Gajac, 2024 :10).

À l'échelle d'Istanbul, et plus particulièrement au niveau du district de Kadıköy, parmi la diversité des initiatives solidaires héritées du mouvement du parc Gezi, les initiatives de coopérative de consommation et/ou de communautés alimentaires dominent (Figures 1 et 2). Par conséquent, l'enjeu écologique (agriculture, alimentation) en soi est le thème le plus représentatif des enjeux que portent les initiatives solidaires en Turquie, à côté des enjeux sociaux, de genre (femmes), humanitaires (réfugiés) et économiques.

Un enjeu écologique dont la particularité est qu'il s'ancre à l'échelle locale comme le rappelle Cemil Yıldızcan : « Un grand nombre d'exemples d'initiatives, telles que les coopératives de Kadıköy, Beşiktaş, Göztepe, Koşuyolu, qui portent le nom des quartiers dans lesquels elles ont été établies, sont des continuations organiques des solidarités de quartier établies pendant ou

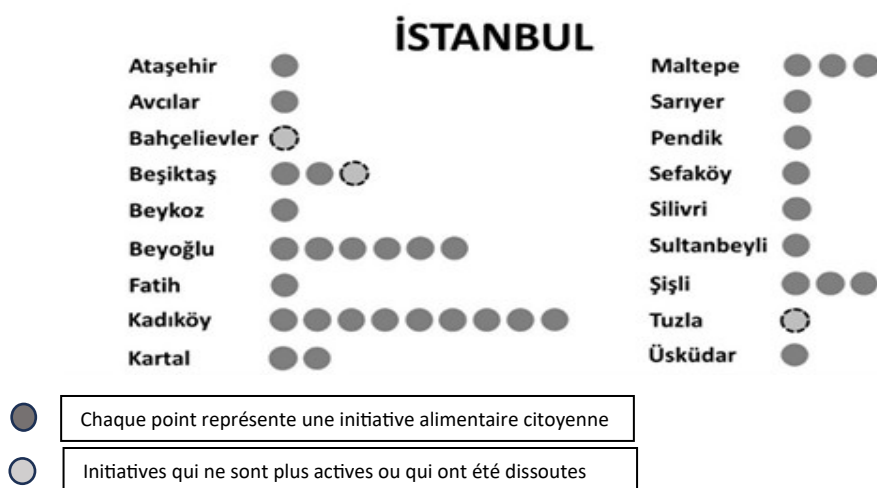
après les manifestations » (2024 : 57-58). Ainsi, les coopératives naissent où les individus vivent, émanant ou non de solidarité de quartier, ancienne ou non, permettant de rassembler des individus partageant les mêmes visions et cherchant à toucher certaines catégories de publics.

Figure 1 : Répartition des initiatives alimentaires citoyennes en Turquie par ville



Source : Karakaya Ayalp, 2021: 985.

Figure 2 : Distribution urbaine des initiatives alimentaires citoyennes à Istanbul



Source : Karakaya Ayalp, 2021: 985.

Les coopératives inspirées du mouvement du parc Gezi, durant lequel les individus mobilisés ont cherché durant un mois à s'extraire de l'opposition politique classique entre les modernes et

les conservateurs (Akyıldız et Gajac, 2024 : 130) en instituant une manière de vivre ensemble sans la nécessité d'avoir une représentation politique, perpétuent cet esprit en adoptant des répertoires d'autogestion avec des fonctionnements moins hiérarchiques, plus horizontaux, consensuels, solidaires, locaux, pluriels, informels, moins patriarcaux, et en prenant en compte les dimensions sociales, culturelles et écologiques.

Parmi le foisonnement des initiatives solidaires, certaines organisations vont opter pour des formes juridiques (majoritairement des coopératives comme les coopératives de consommation et quelques associations) ou non (association de fait comme les communautés alimentaires⁹), et investir certains domaines d'activités pour proposer des biens et des services dont la dimension marchande prend en compte les attentes des parties prenantes (écologie, femme, protection sociale) tout en conservant un fonctionnement démocratique organisationnel ouvert aux enjeux de proximité (quartier, district, ville, région, etc.).

II. D'un activisme coopératif dans l'espace public à la problématisation métropolitaine

Les coopératives de consommation vont se penser comme des alternatives autogérées ou comme un mouvement par le bas, et réussir à porter leur cause dans l'espace public avant d'attirer la convoitise des acteurs historiques de la société civile (chambre professionnelle, syndicat), mais aussi des deux principaux partis politiques (CHP, AKP) qui ne restent pas insensibles à ces enjeux en les investissant à leur tour.

De l'émergence de modèles coopératifs solidaires de consommateurs et de producteurs...

Au XXe siècle, d'après Akın Birdal (2000), les coopératives étaient soit initiées par l'État, soit par les mouvements politiques. Depuis les années 2000, les modèles coopératifs ont été tout d'abord pensés comme une activité d'un mouvement politique (kurde) et dans les années 2010, elles ont été conçues comme une lutte non-hiérarchique, autogestionnaire telle que l'expérience de BUKOOP (coopérative fondée en 2010) ou bien la communauté alimentaire de Yeryüzü (entretien avec YKKBK), plutôt organisée par les activistes indépendants.

Depuis le mouvement du parc Gezi, les initiatives de coopératives solidaires se sont pensées, d'après les personnes rencontrées, comme des alternatives au marché. Rendre accessible aux consommateurs une alimentation saine sans utiliser de produits chimiques en favorisant les variétés locales pour mieux rémunérer les petits producteurs et paysans vient confirmer cette tendance des circuits courts alimentaires apparue ces dernières décennies.

⁹ Les communautés alimentaires n'ont pas été retenues dans l'analyse de cette étude, car elles ne souhaitent pas interagir avec les autorités locales en raison de leur illégalité.

De cette volonté de démocratiser l'économie, il ressort des rencontres avec les coopératives de consommation que nombreuses d'entre elles soutiennent les coopératives de femmes et les coopératives qui assurent un minimum de conditions salariales et de protections sociales (Gajac, 2022 : 16 et 21). Elles visent, à travers leur engagement et leur principe, le changement social qui inclut une dimension éthique, écologique et inclusive dans la production de biens et de services.

L'idée d'une nouvelle génération de coopératives est mise en avant et si on la met en écho avec la notion d'alternative, nous pouvons en déduire que leur singularité reposerait aujourd'hui davantage sur la dimension socio-économique qu'elles portent au regard de leurs aînées plus enclines à une quête de pouvoir. La principale certitude qu'il en ressort est qu'il s'agit de solidarité en termes d'action, d'organisation solidaire (telle que les coopératives) et de solidarité intériorisée.

D'après les personnes rencontrées, il apparaît dans les champs d'intervention de l'éducation, du handicap et des femmes que les besoins sont intériorisés et que les acteurs n'ont pas d'autres alternatives. Au départ, il est réellement question d'alternative pour tous les secteurs confondus, y compris les coopératives de consommation et cela peut être encore plus vital pour certaines catégories de personnes comme les femmes, car les coopératives, malgré leurs imperfections, notamment en termes de garantie de salaires réguliers et de protection sociale, restent une alternative dans le champ de l'emploi (Telseren, 2024 : 81).

À défaut d'une révolution, l'idée d'alternative peut être une manière de faire perdurer des solidarités vécues (Gezi) et/ou de porter de nouveaux enjeux tels que la question de la souveraineté alimentaire. Quoi qu'il en soit, ces alternatives solidaires cherchent, à partir des enjeux de société, à élargir la solidarité en constituant des réseaux de proximité à l'échelle du quartier, entre différentes villes, entre l'urbain et le rural, mais aussi des réseaux sectoriels, voire certaines tentent même de s'organiser pour faire mouvement à l'échelle nationale.

Ces alternatives partent presque toutes d'une méconnaissance de leur domaine d'intervention, faisant avec leur inexpérience, découvrant le modèle coopératif pour instituer une démocratie de la coopération dont on retrouve les traces dans la culture historique de l'*imece*¹⁰. Ce constat est vrai d'après les personnes rencontrées pour les coopératives de consommation de Kadıköy, mais aussi d'Istanbul et de Turquie.

...à un activisme dans l'espace public

Le district de Kadıköy est devenu le nouveau centre politique du mouvement social et politique à Istanbul. Lorsque la « commune » du parc Gezi a pris fin à Taksim, sur le côté européen, le district de Kadıköy, situé du côté asiatique, est devenu le nouveau lieu de résistance d'Istanbul (Figure 3).

¹⁰ Une méthode de coopération dans laquelle le travail de chacun est effectué collectivement.

Les quartiers centraux de Kadıköy ont fourni les exemples les plus réussis d'organisation locale avec des maisons d'occupation (*Caferağa* et *Yeldeğirmeni*), des forums et des solidarités de quartier (*Mahalle Dayanışması : Acıbadem, Caferağa et Yeldeğirmeni*) (Aşar, 2020 : 106) en accueillant d'autres organisations telles que des associations et des épiceries végétaliennes. Ce nouveau lieu de résistance prend forme en raison de la multiplication des activités dans l'espace public. En parallèle à leur processus d'auto-apprentissage, les coopératives de consommation occupent l'espace public en multipliant l'organisation d'événements et les publications. Nombreuses sont celles qui produisent collectivement des ouvrages relatant leur expérience, leur autobiographie, ainsi que des créations, jusqu'à des événements artistiques hérités du mouvement du parc Gezi (Gajac, 2024 : 12).

Parmi les initiatives solidaires, les coopératives de consommation et les communautés alimentaires sont les plus actives. Elles sont amenées à organiser des rencontres, des ateliers, des conférences, des journées et des congrès. « Que l'on parle des coopératives de producteurs, de consommation ou de communautés alimentaires, l'agenda des événements est relativement intense » (Gajac, 2024 : 12).

De 2016 à 2022, si les coopératives et communautés alimentaires se sont retrouvées annuellement autour des enjeux alimentaires, agricoles et écologiques, et des conditions de vie des producteurs, la tenue des « *Gıda Topluluklari ve Kooperatifleri Çalıştayı* » (ateliers sur les communautés et coopératives alimentaires) est plus sectorielle en termes de production de connaissance (Gajac, 2024 : 12). La dernière édition, le 22 mai 2022, sur le thème du *business* et du monopole des multinationales, rappelle la forte différence qu'expriment les coopératives et communautés de consommation face au marché (Gajac, 2024 : 12-13).

Figure 3 : La carte des districts d'Istanbul avec un focus sur Fatih, Taksim (Gezi) et Kadıköy



Source : IBB (carte adaptée par les auteurs)

D'une solidarité convoitée ...

Face à cette mise à l'agenda dans l'espace public, les organisations plus classiques de la société civile ne restent pas insensibles. Que l'on parle de la fondation de la recherche sociale (*SAV – Sosyal Araştırmalar Vakfı*), de la Chambre des ingénieurs agronomes d'Istanbul (*TMMOB – Ziraat Mühendisleri Odası İstanbul Subesi*), et même du groupe de travail sur l'agriculture et l'alimentation (*Gıda ve Tarım Çalışma Grubu*) du conseil de la municipalité de Kadıköy (*Kent Konseyi*) qui a chapeauté le festival de l'alimentation les 19 et 20 octobre 2024, on mesure une implication à des degrés divers de ces organisations jusqu'à ritualiser chaque année une conférence pour la Chambre des ingénieurs agronomes (Gajac, 2024 : 13).

Ces organisations, en collaboration ou non avec des universités, en arrivent pour certaines à faire référence à la notion de solidarité (*Dayanışma*) comme le montrent les intitulés suivants : *Sosyal Dayanışması Ekonomisi için Güçlü Kooperatifçilik* de 2021 (« Des coopératives fortes pour une économie sociale et solidaire ») ; *Tarımsal Üretim ve Tüketimde Sosyal Dayanışması Pratiği Olarak Kooperatifçilik Sempozyumu* de 2021 (« Symposium sur les coopératives en tant que pratique de solidarité sociale dans la production et la consommation agricole ») (2024 : 13-14).

Les pouvoirs politiques locaux ne sont pas restés insensibles non plus face à cet activisme. Ils ont acquis de nouvelles compétences avec la promulgation d'une loi en 2012, rentrée en vigueur en 2014 après les élections municipales, leur permettant d'opérer dans le domaine agricole. La loi métropolitaine n° 6360 autorise les municipalités à « mener toutes sortes d'activités et de services pour soutenir l'agriculture et l'élevage ». En soi, cette loi, qui abolit également les villages et les villes dans les zones métropolitaines et les transforme en quartiers, vise à renforcer la dimension métropolitaine tout en cherchant à protéger le foncier menacé par le zonage urbain et les mégaprojets.

À Istanbul, lorsque Ekrem İmamoğlu est devenu maire en 2019, l'agriculture était menacée dans la périphérie d'Istanbul par l'augmentation des taxes foncières, par l'avancée inexorable de l'agriculture industrielle et les effets négatifs de la crise écologique. Ce risque sur le foncier agricole est perçu par la nouvelle équipe de la métropole comme une crise autour de laquelle IBB¹¹ a communiqué pour alerter sur « la fin de l'agriculture » ou « la fin de l'agriculture à Istanbul » tout en y associant l'injustice de l'accès à une alimentation saine.

En voulant ressusciter et développer des modèles agricoles et de commercialisation qui rendraient l'alimentation saine et accessible à tous comme une des priorités de la municipalité, il ressort bien que les pouvoirs politiques locaux commencent à se saisir politiquement de cet enjeu à la fin des années 2010. Le rôle actif de la métropole d'Istanbul dans le domaine de l'agriculture et des coopératives à côté du ministère de l'Agriculture a bénéficié, après l'élection d'Ekrem İmamoğlu en 2019, de l'image d'un maire charismatique et fort tout en étant conforme au programme du CHP dans d'autres municipalités.

...aux acteurs légitimes du changement social

Alors que les coopératives de consommation instituent des alternatives émanant d'une production de réciprocité multipartite de connaissances, cette nouvelle normalité venue d'un mouvement par le bas se traduit par un changement social limité.

Dans un contexte où le parti au pouvoir est en exercice depuis le début des années 2000, les succès législatifs et présidentiels de l'AKP ont affaibli le rôle de la société civile. « L'idée d'une contre-démocratie de surveillance, de contrôle et de jugement (Rosanvallon, 2006) a été largement affaiblie par l'AKP au cours des années 2010. La mainmise sur les médias, l'instrumentalisation de la justice, la fermeture d'organisation de la société civile après le coup d'État de 2016, les procès envers des personnalités de la société civile ont rendu caducs les processus de contre-démocratie » (Akyıldız et Gajac, 2024 : 135).

Déjà dans les années 1980, la Turquie avait vécu un coup d'État et les citoyens avaient été exclus des processus d'élaboration des politiques locales (Yaşar, 2014 : 564) réservés à la légitimité des pouvoirs politiques locaux. Les municipalités et plus particulièrement les métropoles ont eu de nouvelles compétences et des ressources après le coup d'État du 12

¹¹ İstanbul Büyükşehir Belediyesi (Municipalité métropolitaine d'Istanbul)

décembre 1980 et c'est la constitution de 1982 qui leur attribue une image d'une municipalité et d'un maire forts en raison « des formes spéciales d'administration [qui] peuvent être établies pour les grandes villes » (Erder et İncioğlu, 2008 : 44).

Aujourd'hui, les acteurs de la société civile font toujours les frais de la rivalité entre CHP et AKP. Entre privatisation et redéploiement de l'État (Massicard, 2014), l'AKP a souhaité garder, au début de son mandat, le contrôle sur les pouvoirs politiques locaux et les ressources. Majoritaire à l'assemblée, le gouvernement a introduit une série de dispositions légales pour accroître les compétences des municipalités sans assurer le transfert du budget, y compris dans le domaine de l'agriculture¹².

Après Gezi, les libertés d'association ne se seraient pas améliorées au regard des avancées constitutionnelles des années 2000. À ce titre, si les livrets du rapport annuel de l'IBB (2014-2018) font écho à la mise en place symbolique d'activités – formation en 2017-2018 et essais de plantations – (IBB, 2020) de la part du département de l'agriculture, il n'y a aucun signe de collaboration avec les coopératives de consommation, de producteurs, ni avec les jardins collectifs créés et les vergers historiques protégés par des collectifs de résistance.

Au contraire, ces derniers ont été artificialisés ou ont servi de lieu de décharge, et les premiers ont été transformés en jardins de loisirs par la municipalité dans le district d'Üsküdar (Özdoğan, 2023). En ce qui concerne les coopératives de consommation, elles ont été ignorées. Ce n'est qu'à partir des élections municipales de 2019, où le parti au pouvoir a perdu de nombreuses municipalités, que l'espoir est réapparu dans les oppositions.

Politisation de la nouvelle politique publique agricole entre une alternance politique et des échéances électorales à venir

Alors que les coopératives de consommation ont porté dans l'espace public des enjeux agroécologiques, la victoire électorale en 2019 de l'opposition n'a pas opéré à l'échelle de la métropole une autre manière de mettre en œuvre des politiques publiques. En même temps, les coopératives de consommation n'ont pas pu dépasser leur coopération technique en tant que réseau pour structurer leur pouvoir politique. Elles se trouvent ainsi marginalisées en tant qu'alternative, et les pouvoirs politiques locaux s'inscrivent dans une culture productiviste du foncier sans apporter de solutions à la crise des agriculteurs, à l'accès à une alimentation saine et aux enjeux écologiques. La métropole cherche plutôt à asseoir la légitimité de son pouvoir local en vue des prochaines échéances électorales.

¹² Osman Savaşkan (2017 : 152-153) souligne que le contrôle administratif local a réduit le pouvoir des municipalités, lesquelles n'ont pas été accompagnées dans la décentralisation politique et fiscale. D'une certaine manière, les politiques locales relèvent de la décision du centre et cette mainmise du pouvoir sur les échelons locaux dans le contrôle des ressources financières a été relayée par les gouverneurs et les différents ministères. Savaşkan (2019 : 89) rappelle également que le gouvernement central agit comme un contrôleur et un facilitateur de ses propres municipalités afin de les mobiliser autour de projets macro-politiques.

III. Une nouvelle politique publique agricole contreproductive sur le plan de la transition agro-écologique

Malgré son volontarisme et ses discours, la métropole d'Istanbul a adopté un fonctionnement centralisé, autocentré et bureaucratique en invisibilisant les coopératives de consommation qui ont quant à elles constitué un réseau de partage d'informations sans pourtant organiser leur pouvoir politique et consolider leur modèle économique.

Vers des positions politiques contraires dans la fabrication de la nouvelle politique publique agricole

Le retour des coopératives dans la décennie 2000 n'a pas éliminé cette hantise de l'interdiction de faire de la politique. Beaucoup plus impliquées dans une dimension socio-économique que socio-politique, elles sont toujours sujettes à la suspicion et au contrôle étatique. D'ailleurs, les coopératives revendiquant une forte autonomie ne parviennent pas à co-construire une action publique. Ceci est d'autant plus vrai que toutes les coopératives de consommation du district de Kadıköy n'ont jamais obtenu satisfaction à leurs demandes auprès de la municipalité et de la métropole.

Alors que les pouvoirs politiques locaux se sont vus attribués de nouvelles compétences et que la réflexion sur les coopératives, l'écologie, l'alimentation et l'agriculture s'est ancrée dans la société civile, on serait tenté de penser à l'émergence progressive d'une gouvernance participative de l'action publique.

Or, l'instabilité de la vie politique, avec le coup d'État avorté de 2016, rappelle que les organisations de la société civile dès la fin du XIXe siècle jusqu'à nos jours ont subi l'hégémonie des régimes politiques successifs et leurs mesures d'interdiction et de fermeture. Les coopératives ont été interdites lors du coup d'État de 1980 pour leur activisme politique, puis leur vocation a été dévoyée dans des affaires de corruption, leur attribuant encore aujourd'hui une image très négative auprès de l'opinion publique.

L'absence d'une co-construction ne tient pas à l'inaction du nouveau maire métropolitain. Au contraire, il a installé dans le département de l'agriculture une équipe d'experts et d'activistes reconnus pour leur soutien aux petits producteurs et au mouvement coopératif. Avec la participation d'universitaires et de l'Agence de planification d'Istanbul, cette équipe a commencé à travailler sur l'agriculture et les coopératives avant même la publication du document de la stratégie alimentaire d'İBB (İBB et İPA, 2021). Le discours tenu devant 11 métropoles de CHP à Izmir lors de l'atelier de coopération sur l'agriculture laissait entrevoir la mise en œuvre d'une telle politique publique (Izmir BŞB, 2019).

Or, ce volontarisme n'a pas pris en compte les initiatives déjà engagées par les coopératives de Kadıköy et il s'est écarté du cadrage de ces dernières. Après les élections de 2019, une coopérative locale du district de Kadıköy a proposé d'ouvrir un marché au groupe de travail sur l'alimentation du Conseil municipal de Kadıköy (Yerdeniz, 2024 : 72) qui a répondu favorablement. Cependant, le département de l'agriculture d'IBB a informé la municipalité de Kadıköy qu'il avait également un projet similaire (entretien avec AA). La municipalité de Kadıköy a alors renoncé à ce projet en faveur d'IBB qui a adopté une politique de « centralisation au niveau local » (Yaşar, 2014 ; Şahin, 2014) en abandonnant les coopératives de consommation.

La métropole s'est investie dans une nouvelle politique publique locale en ciblant principalement les agriculteurs et les coopératives d'agriculteurs métropolitains conventionnels. En dépit de ce volontarisme, la métropole peine à atteindre ses objectifs, et sa gestion en tant qu'administration locale ne peut pas enclencher une véritable transition écologique des modèles de production agricole à l'échelle de son territoire. Pensée sous l'angle d'une démocratie participative, très vite, la création d'un marché est devenue, dans son processus de décision et de mise en œuvre, le projet de la métropole (Gajac, 2024 : 17).

Les coopératives ayant mis sur l'agenda public cette question agricole et alimentaire ont été reléguées dans l'invisibilité sans jouer un rôle démocratique dans la résolution des problèmes publics tant vis-à-vis de l'AKP, qui depuis les années 2010 a réduit la question agricole (foncier) à un bien d'investissement ou spéculatif au détriment de petits paysans et des coopératives, que de CHP qui à partir de 2019 a plutôt cherché à asseoir son emprise à l'échelle locale dans le domaine agricole et alimentaire.

La limite de la politisation externe¹³ des coopératives de consommation

Le processus d'invisibilisation des coopératives de consommation par les pouvoirs politiques locaux est relativement paradoxal au regard de la dynamique du district de Kadıköy et de la métropole d'Istanbul. C'est d'autant plus paradoxal que les coopératives de consommation, ancrées dans leur quartier, autoformées avec un long processus d'acculturation et nourries d'une réciprocité multipartite, ont poursuivi entre elles leur collaboration sur un plan technique et relationnel.

À cet égard, elles ont institué un réseau de partage d'informations sur un *listing* d'agriculteurs et une veille autour d'éventuelles anomalies liées aux techniques de culture agricole et à l'utilisation de produits chimiques de certains producteurs (Gajac, 2022). Bien que certaines coopératives de consommation aient décidé de se séparer de producteurs pour un non-respect du contrat moral, « cet auto-contrôle [...] maintient au centre des relations la confiance » avec les

¹³ L'idée de politisation externe est une critique du marché. En référence aux travaux de Sophie Dubuisson-Quellier sur la diversité des nouveaux mouvements sociaux économiques, l'auteur met en évidence deux grands modes de mobilisation des consommateurs dans la contestation de l'ordre marchand, une critique « interne » et une critique « externe » du marché (Lanciano et Saleilles, 2011).

producteurs dans le sens où il « permet d'être auto-compréhensif face à des problèmes rencontrés par les producteurs dans la conduite de leur culture » (Gajac, 2022).

Sur le plan relationnel, elles ont joué le rôle d'ambassadrices dans d'autres quartiers de la ville dans d'autres régions de Turquie, car elles ont été sollicitées et conviées par de nouveaux porteurs de projet de coopérative à partager leur expérience. Néanmoins, elles n'ont pas pu en tant que mouvement par le bas instituer un pouvoir politique représentatif, car elles restent divisées sur le plan politique.

Cette question que l'ESS n'a toujours pas résolue, c'est l'organisation du pouvoir (Frère et Jacquemain, 2013 : 254). Comme le rappelle Alain Caillé, « [les collectifs] sont "politiques", certes. Mais où se trouve la forme organisationnelle à grande échelle leur permettant d'ouvrir un dialogue avec les institutions [...] nationales qui aurait d'autres buts que ceux de rendre les politiques publiques concernant leurs objets spécifiques [...] plus fonctionnelles et opératoires ? » (Caillé, 2003 cités par Frère et Jacquemain, 2013 : 254).

Le fait de porter leur objectif sur l'économie conduit effectivement les coopératives de consommation à exprimer directement une critique politique envers les acteurs du marché et indirectement à critiquer l'absence de régulation étatique entre les acteurs privés, producteurs, transformateurs et distributeurs dont la logique industrielle marchande est plébiscitée au détriment d'une pluralité de système de production, transformation et distribution plus enclin à respecter le vivant. L'absence de convergence politique entre les coopératives ne rend pas possible une coordination de leurs intérêts et affaiblit la montée en généralité des enjeux pour lesquels elles se sont constituées.

À l'invisibilité institutionnelle que ne vient pas combler l'organisation du pouvoir coopératif, un troisième élément explicatif vient fragiliser leur développement. L'idée d'alternative porte en soi un caractère fragile que l'on retrouve dans leur modèle économique. Les coopératives de consommation en quête de reconnaissance ont pour la plupart connu une phase d'émergence sans vraiment pouvoir atteindre et/ou se maintenir dans une phase de développement. D'ailleurs, elles sont nombreuses à utiliser le terme de survie. Elles seraient dans une logique de survie pour de multiples raisons (loyer, fiscalité, etc.) qu'elles ont dû traverser depuis une dizaine d'années.

C'est parce que la quasi-totalité des coopératives de consommation a opté pour un modèle bénévole que les marges appliquées sur les produits visent principalement à couvrir les charges de fonctionnement. Souvent, les bénévoles sont très motivés, voire animés au début, et pour certains du début jusqu'à aujourd'hui, par de fortes convictions. Cela ne dépend pas toujours de catégories comme les femmes ou les parents des coopératives d'éducation et de déficients mentaux (car sans alternative) : des paramètres idéologiques peuvent entrer en considération. Quoi qu'il en soit, ce type de coopérative de consommation a un enjeu d'organisation du bénévolat pour assurer son fonctionnement. Il est souvent mal réparti et repose sur certains plus que d'autres.

Finalement, les bénévoles sont souvent les membres de la coopérative, et même si d'autres bénévoles peuvent se greffer aux activités journalières ou hebdomadaires, il est difficile de penser la continuité d'une organisation sur ce bénévolat externe. Devenus membres bénévoles par conviction, responsabilité ou *leadership*, les coopératives fonctionnent sur des noyaux restreints de bénévoles consacrés pleinement à la coopérative. Malgré l'enrichissement que les individus en retirent sur le plan personnel, le *turn-over* des bénévoles peut s'expliquer par la forte exigence de l'engagement sur leur vie personnelle, la volonté de vouloir rejoindre d'autres causes et leur insatisfaction.

Dans un contexte d'absence de reconnaissance institutionnelle, les coopératives se sont fragilisées avec un modèle économique reposant sur le bénévolat, contraignant le choix des coopératives à l'autogestion, et restreignant par là même, l'accès à une alimentation saine à une certaine catégorie de personnes, car même les bénévoles des coopératives n'ont pas tous les revenus leur permettant de s'y approvisionner. À cela s'ajoute la fatigue des bénévoles, voire leur épuisement, car ils ne bénéficient d'aucune gratification. Ils doivent donner sans recevoir. À l'exception des coopératives qui ont opté pour une salarisation, de nombreuses coopératives ont fermé.

En revanche, la métropole a constitué une alliance avec les agriculteurs et des coopératives d'agriculteurs métropolitains conventionnels pour déployer un instrument d'action publique conforme à leurs attentes et à la filière conventionnelle de l'agriculture.

IV. Politisation entre une alternance politique et des échéances électorales

Le discours de garant de la nouvelle équipe métropolitaine en faveur de l'agriculture conventionnelle

L'ESS a tendance à rester durant des décennies dans l'ombre avant d'obtenir une reconnaissance législative et d'intégrer les politiques publiques. En soi, cette invisibilité tend à rejoindre la conception que se font les sociétés de l'économie et de ses principes mis en évidence par Polanyi.

Or, en tant qu'objet, la ville mondialisée est perçue comme un moyen et un objectif de développement. De fait, les ressources d'une ville peuvent être gérées par un et/ou plusieurs principes économiques. Istanbul, en tant que mégapole de 15,6 millions d'habitants est autant un enjeu de pouvoir politique qu'un enjeu économique. D'ailleurs, les réformes en faveur de la décentralisation, depuis les années 1980, se sont limitées à des objectifs techniques pour rendre la ville fonctionnelle. Sema Erder (2015 : 360) attire l'attention sur le fait que la décentralisation ici n'a pas été faite dans un but de démocratisation, mais plutôt a été « acceptée comme une solution pour assurer le fonctionnement des villes. »

Déjà, la loi n° 3030 sur la municipalité métropolitaine de 1984 est considérée comme l'une des plus importantes dans la néolibéralisation de l'économie et de l'administration d'Istanbul. De la même façon, C. Gamze Yaşar prévoit également que les municipalités métropolitaines se concentrent sur la croissance et que, même si la loi n° 6360 soutient l'agriculture, la planification urbaine des zones agricoles s'élargira (2014 : 559-560). En fait, elle souligne que le principe de base, ainsi que d'autres lois et décrets promulgués après 2003, était conforme à la stratégie de croissance de la ville autant que possible (2014 : 564)¹⁴.

Après les élections de 2019, les expressions « Encourager l'agriculture », « Encourager l'agriculture urbaine » se retrouvent et le soutien à l'agriculture, à l'élevage et aux coopératives dans et autour d'Istanbul a également été ajouté dans le rapport annuel de 2020 d'IBB parmi les activités (telles que « Produire Istanbul ») qui « contribueront à augmenter la valeur économique de la ville » (IBB, 2020). Le discours de la nouvelle métropole d'Istanbul intègre les demandes d'une alimentation saine et du maintien d'une petite agriculture écologiques et locales, mais il se détache au fur et à mesure de la définition du problème social des coopératives de consommation pour favoriser d'autres modalités d'action en dehors du répertoire organisationnel d'autogestion et de fonctionnement horizontal et consensuel des coopératives de consommation.

Lorsque les demandes démocratiques à propos de l'alimentation saine et du maintien d'une petite agriculture perdent leur dimension autogestionnaire, les demandes démocratiques deviennent des demandes populaires (Laclau, 2005). Ceux qui décident et appliquent, sont des experts recrutés par IBB. Ainsi, on voit que les réponses aux demandes d'alimentation saine et au maintien d'une petite agriculture écologique et locale sont mises en place dans le cadre d'un fonctionnement hiérarchique. En même temps, le département de l'agriculture d'IBB s'attribue lui-même un rôle de garant de l'intérêt des agriculteurs et des coopératives agricoles conventionnels d'Istanbul. Le département agricole d'IBB défend l'idée qu'il agit pour leur bien mais il élimine les demandes démocratiques des coopérations de consommation.

La métropole, opérateur centraliste et séduisant en termes d'instrument d'action publique

Au cours du premier mandat 2019-2024, l'importance croissante de l'agriculture dans les activités agricoles d'IBB s'est étendue pour couvrir toutes les étapes de la production à la consommation, et son budget a augmenté (entretien avec BBBT). Le document de stratégie alimentaire d'Istanbul de 2021 (IBB et İPA, 2021) prévoit également de garantir la « participation des groupes vulnérables aux processus de décision politique » et de « soutenir les

¹⁴ Avec la loi de 2004 (n° 5216), si la juridiction permet aux métropoles d'étendre leurs missions dans des zones rurales et que la pression sur le foncier agricole s'accroît, aucun article de loi n'autorise ces dernières à apporter un « soutien agricole » (Agah et Yılmaz, 2021) ce que la loi sur les municipalités de 2005 (n° 5393) n'a pas comblé. Sous le mandat de l'AKP, la législation a plutôt encouragé l'investissement et la spéculation sur le foncier, et la loi de 2014 est utilisée par les municipalités pour promouvoir des pratiques agricoles intelligentes sans eau, diversifiant les méthodes de l'agriculture industrielle (Özdoğan, 2023).

communautés alimentaires justes, équitables et respectueuses de la nature, les coopératives alimentaires, les initiatives agricoles, etc. ». Ceci est resté lettre morte. Le document détaille également des mesures concrètes pour protéger les zones rurales et les producteurs d'Istanbul.

Dans ce cadre, la métropole va assurer au moins trois fonctions dans le domaine agricole (IBB et IPA, 2021). Elle se transforme en « fermier public » dans le domaine des semences et des plantations avec la mise en culture de nouvelles terres, d'essai de semences locales, de culture de plants et de zones tests (vignes) (entretien avec BBBT), et dans le domaine du foncier en réhabilitant et en achetant des terres autour d'Istanbul (Sarıyer Büyükdere Nursery).

Ensuite, elle vient en soutien aux activités agricoles en mettant à disposition du foncier grâce à *Interventionist Flexible Support Model*¹⁵ présenté lors du Sommet agricole des municipalités du CHP (30 septembre - 02 octobre 2021) où l'on retrouve une panoplie d'aide technique (sol, irrigation, etc.), la fourniture de matériels et d'intrants (semences, etc.) et d'achat de produits aux agriculteurs pour la collectivité. Enfin, elle a ouvert deux types de marché, des marchés paysans dans les quartiers ruraux à la périphérie d'Istanbul (Çatalca İnceğiz Mah.) et des marchés de producteurs et de coopératives de producteurs dans les districts de Kadıköy et de Beşiktaş gérés par la filiale ISYÖN en délégation d'IBB.

Outre que l'IBB a également ouvert un marché en ligne¹⁶, les marchés de producteurs et de coopératives de producteurs ont été totalement contre-productifs. Les problèmes auxquels ils devaient répondre ont été au contraire amplifiés. Manifestement, le volontarisme de départ du département des services agricoles de l'IBB et sa prise en compte des coopératives et des communautés de consommations s'est orienté vers un soutien financier et technique en faveur des villages, des agriculteurs et des coopératives de producteurs conventionnels. Une réunion commune avec ces coopératives et initiatives a été organisée une fois à Kadıköy, mais les négociations n'ayant pas progressé, aucune autre mesure n'a été prise pour collaborer avec toutes les coopératives de consommation.

Le document stratégique Istanbul Vision 2050, annoncé par IBB avant les élections de 2023, comprend pourtant toujours la déclaration stipulant que « des formes alternatives d'interaction telles que les coopératives et les réseaux de solidarité devraient être soutenues » (IBB et IPA, 2022 : 198), mais nos observations de terrain et entretiens de l'été 2024 confirment que les coopératives de consommation n'ont pas de relation régulière avec la métropole. La seule qui était impliquée dans le marché de producteurs et de coopératives de producteurs s'est retirée en octobre 2023 en raison de nombreux dysfonctionnements non résolus et d'une absence de dialogue.

En dépit du fait que le nombre de coopératives et de communautés de consommation est relativement important à Istanbul, l'approche descendante de cette nouvelle politique publique agricole a invisibilisé leur place et leur rôle dans le soutien à une transition agricole, de distribution et de consommation. Les deux marchés ne se différencient pas sur un plan qualitatif

¹⁵ Modèle de soutien flexible interventionniste

¹⁶ *Halk Market*, <https://www.halkmarket.istanbul/>

des produits des autres marchés et n'apportent pas de solutions à l'urgence des agriculteurs, c'est-à-dire, à l'amélioration de leur revenu. Ils auraient (référence aux marchés de *Salı Pazar et de Beşiktaş*) pu être un espace de sensibilisation et une offre autour de la nourriture saine, mais les coopératives de consommation se sont retirées et les agriculteurs conventionnels ont continué à avoir recours à des produits chimiques sans aucun contrôle administratif sérieux sur la provenance des produits vendus.

En s'écartant du cadrage des coopératives de consommation, la métropole en centralisant sa nouvelle politique publique agricole problématise le problème public de l'agriculture et de l'alimentation via des experts pour valider un instrument d'action publique séduisant et instrumental auprès des agriculteurs et coopératives d'agriculteurs métropolitains conventionnels, car elle devient le principal opérateur de sa politique publique tout en épousant les normes d'une production agricole conventionnelle et redistribuant des aides.

Une politisation au service de la popularité de la métropole versus des coopératives de consommation autonomes

À première vue, les rapports entre les pouvoirs politiques locaux et les coopératives se caractérisent par un traitement différencié. Les coopératives de consommation n'ont pas reçu autant d'attention et de soutien que les coopératives de femmes et d'aide en faveur des réfugiés. Et ce n'est certainement pas dû à l'organisation d'un pouvoir politique représentatif de ces dernières ou à un modèle économique viable que l'on peut expliquer cette différence de traitement politique.

Ne serions-nous pas face à des politiques publiques politisées¹⁷ ou partisans, une sorte de « populisme » politique local ? (Erder, 2015 : 360) affirme que le projet de localisation promulgué dans un contexte post-coup d'État de 1980 ne porte jamais un but de démocratisation, il oscille entre populisme et autoritarisme. Tuna Kuyucu et Özlem Ünsal aussi soulignent que les investissements dans les infrastructures au cours de cette même période ont été réalisés selon une approche populiste (2010 cités par Ekinci et Görgülü, 2015 : 75).

Aujourd'hui, le populisme peut être une manière de construire le politique (Laclau, 2005 : 11) autant par les modernes que par les conservateurs dans un état centralisé où les pouvoirs politiques locaux se sont vus attribués des compétences. Ernest Laclau défend que l'une des dimensions du populisme, c'est « l'unification d'une pluralité de demandes dans une chaîne d'équivalences. » (2005 : 96)¹⁸. Les jardins de quartier (*mahalle bostanı*) implantés par IBB sont désignés comme équivalant à tous les jardins d'Istanbul, mais en fait, IBB exclut à la fois

¹⁷ Nous pourrions aussi parler de dépolitisation dans le processus d'invisibilisation des coopératives de consommation.

¹⁸ Les deux autres : « la constitution d'une frontière intérieure partageant la société en deux camps ; la consolidation de la chaîne des équivalences par la construction d'une identité populaire qui, qualitativement, n'est pas la simple addition des maillons équivalents » (Laclau, 2005 : 96).

les mouvements de jardins collectifs et de maraîchage historiques d'Istanbul dans son action publique en restant sourd à leurs demandes et intérêts¹⁹.

Avec les coopératives de consommation, il est difficile d'envisager cette unification des pluralités face à leur exigence d'autonomie, car les faits démontrent que celles qui émanent d'un mouvement par le bas (éducation alternative, enseignement supérieur, construction, handicap, etc.) sont ignorées par les pouvoirs politiques locaux. En revanche, ces derniers créent des coopératives dans lesquelles les bénéficiaires ne participent pas sur le moyen et long terme à leur conception.

Sur l'angle des politiques publiques, alors que la métropole cherchait à protéger les zones rurales et inclure la société civile, il s'avère qu'elle renforce les normes de production dominantes des acteurs privés du secteur agricole, agroalimentaire et de la distribution en ouvrant de nouveaux espaces de marché où les produits sont identiques en termes de qualité à la grande distribution. Leur durabilité financière repose sur la métropole sans pour autant satisfaire les producteurs, les coopératives et les consommateurs. D'ailleurs, la plupart des personnes rencontrées mentionnent que les deux marchés ne fonctionnent pas, que le nombre de coopératives a fortement chuté, comme la fréquentation des clients. La métropole elle-même fait ce constat (entretien avec BBT).

Cet état de fait n'est pas propre à notre cas d'étude, c'est le lot commun de presque toutes les coopératives instituées par les pouvoirs politiques locaux. Elles durent tant qu'elles peuvent être alimentées par des programmes de financement nationaux, lesquels dépendent en grande partie des fonds internationaux, des organisations internationales et/ou de divers pays dans le monde. Ces politiques publiques en faveur des coopératives reposent sur une logique fonctionnelle et utilitaire, c'est-à-dire, servir d'abord le marché au lieu de participer à l'émancipation des individus.

Très rares sont les coopératives instituées par les pouvoirs politiques locaux où les bénéficiaires sont accompagnés pour gérer de façon autonome sur le moyen et long terme la coopérative. Les coopératives ne peuvent que rester attachées à une gestion descendante, de la part de l'État, et/ou des pouvoirs politiques locaux, avec ou non des entreprises privées partenaires. Nos observations confortent cette idée, car les bénéficiaires ne sont ni acculturés aux principes et aux valeurs de la coopérative, ni accompagnés de formation et ils se pensent davantage comme salariés que comme coopérateurs.

Ce populisme coopératif via un fonctionnement tutélaire ne prépare pas les bénéficiaires à pérenniser leur outil de travail et s'émanciper. Leur dépendance aux pouvoirs politiques est très forte. Le dispositif d'appui « du modèle de soutien flexible interventionniste » du département des services agricoles d'IBB ne repose pas sur une démarche collective et de démocratie participative valorisant la formulation de demandes communes. Cette approche qui tend à individualiser en assujettissant les producteurs et les coopératives a été dénoncée car elle

¹⁹ On retrouve cet esprit à travers les jardins où les métropoles et les municipalités assurent également un rôle dans la gestion des jardins d'agrément comme activité de loisir, de nature plus populiste, appelés jardins de quartier (*Mahalle Bostanı*) (Özdoğan, 2023).

empêcherait « l'agriculteur de vivre de son métier », et serait susceptible de « détruire son autonomie, ses capacités et ses aptitudes » ainsi que de le rendre dépendant de la municipalité (entretien avec MK). D'ailleurs, les personnes rencontrées mentionnent que les collaborations avec les pouvoirs politiques locaux reposent majoritairement sur des interconnaissances au sein de leur quartier, mais aussi à l'extérieur, auprès d'autres municipalités.

L'une des personnes interrogées a posé la question suivante : « Que se passera-t-il si la municipalité change de mains lors des élections et cesse de fournir un soutien ? C'est l'un des aspects qui fait que les producteurs et les coopératives à Istanbul restent dans la municipalité du parti actuel [ils donnent leur vote] » (entretien avec MK). Avec de nouvelles élections et la venue d'un nouveau maire, il n'est pas rare qu'un changement de municipalité déclenche la fermeture de la coopérative créée par le prédécesseur. Cela ne vaut pas que pour les changements de municipalité entre les oppositions politiques locales (entre CHP et AKP), c'est la même chose entre deux élus d'un même parti (CHP ou AKP) : le nouvel élu est amené à fermer la coopérative créée par son prédécesseur.

Ayant une méconnaissance des principes et valeurs coopératives, une mauvaise compréhension de l'alternatif, le populisme municipal coopératif d'une part efface les singularités entre coopératives et entreprises, et d'autre part, laisse croire que les coopératives sont utiles aux bénéficiaires, alors qu'elles sont contournées dans leur esprit pour renforcer la notoriété et la légitimité des pouvoirs politiques locaux. Dans le cas de notre étude, la position politique des coopératives de consommation les exclut de la nouvelle politique publique agricole métropolitaine du fait qu'elle est contraire à l'instrument d'action publique qu'elle met en œuvre, et que la création des coopératives doit servir avant tout un pouvoir local personnalisé entre les alternances politiques et les prochaines échéances électorales.

Nous pouvons ainsi parler de nouvelle politique publique agricole sur le plan territorial avec la venue de l'échelle métropolitaine et de ses compétences, sauf que cette politique publique n'est aucunement exigeante en termes de transition écologique à la différence des coopératives de consommation. La métropole cherche à travers cette nouvelle politique publique agricole à asseoir son pouvoir politique dans une métropole où la polarisation politique est forte en vue des prochaines élections présidentielles.

Conclusion

À partir des éléments exposés et de notre cadre de discussion théorique, on serait amené à défendre l'idée qu'« une politique publique est un objet (...) politique » en concevant « la fabrique d'une politique publique comme des activités politiques » (Zittoun, 2021 : 79) et en effaçant « l'existence d'une distinction entre *policy* et *politics* ». Cette acception semble refléter les enjeux de l'action publique de la métropole d'Istanbul comme la construction d'un espace d'opposition politique au pouvoir hégémonique et autoritaire de l'AKP tout en politisant (et monopolisant) de façon descendante l'enjeu agricole et alimentaire.

Alors, cette politisation de la part de la métropole est moins significative au regard de ses compétences agricoles, car ces dernières découlent des réformes de la décentralisation, il est vrai récente, à propos des nouvelles compétences acquises par ces collectivités locales. Elle est présente en arrière-plan en prenant une autre direction par rapport à la précédente équipe de la métropole d'Istanbul plus encline à la spéculation foncière. L'alternance politique de 2019 s'avère être une opportunité pour la nouvelle équipe métropolitaine de se saisir de la question agricole et alimentaire pour œuvrer à la mise en place d'une nouvelle politique publique agricole.

Cette dernière va au fur et à mesure dessiner le choix restrictif des parties prenantes (agriculteurs et coopératives d'agriculteurs conventionnels) en se distinguant des coopératives de consommation, héritières du mouvement du parc Gezi et pionnières de la mise à l'agenda public de la question agricole et de l'accès à une alimentation saine. La nouvelle équipe métropolitaine s'auto-construit un espace d'interdépendance où elle va devenir le principal opérateur en s'appuyant sur des experts reconnus et en convainquant par des modalités d'intervention dirigiste les agriculteurs et coopératives de producteurs conventionnels.

La politisation de la nouvelle politique publique agricole de la métropole s'inscrit alors dans une temporalité électorale où la nouvelle équipe cherche à asseoir son pouvoir politique en tablant sur une stabilité en termes de politique publique, laquelle participe à renforcer la notoriété du maire d'Istanbul et à renforcer sa popularité. Cette perspective explique les choix et la sélection d'instruments d'action publique qui traduisent davantage la venue d'un nouvel acteur dans le secteur agricole, les métropoles, que la prise en compte des exigences d'une alternative agroécologique portée par les coopératives de consommation.

L'enjeu de la crise du foncier agricole avec un recul de sa surface à Istanbul se révèle donc plus complexe à surmonter sur le plan de la transition écologique. Le volontarisme affiché par la nouvelle équipe métropolitaine dans une perspective de démocratie participative et inclusive (populations vulnérables, coopératives de consommation, etc.) est sous la surveillance gouvernementale qui contraint la métropole sur le court et moyen terme à se caler sur les normes de l'agriculture conventionnelle pour maintenir à minima dans la périphérie de la métropole des agriculteurs et des coopératives d'agriculteurs. Dans ce contexte de polarisation politique, cette nouvelle politique publique agricole participe à renforcer le travail politique du principal parti d'opposition CHP en vue de conquérir le pouvoir politique et de tourner la page à l'ère de l'AKP.

Sans tenir compte de tous les problèmes en lien avec les enjeux agricoles et alimentaires tels que l'amélioration de la rémunération des agriculteurs et des coopératives d'agriculteurs conventionnels et la transition écologique par le développement de l'agroécologie, la nouvelle politique publique agricole reproduit les externalités négatives du secteur agricole, car le renoncement de la métropole à intégrer l'alternative proposée par les coopératives de consommation au détriment d'une agriculture conventionnelle n'élimine pas le dévoiement des nouveaux espaces de vente. Une grande majorité des agriculteurs conventionnels préfère acheter et revendre sur les deux marchés mis en place par la métropole que de produire eux-mêmes et vendre leurs propres produits sur ces marchés.

Les initiatives des coopératives de consommation n'ont pas été perçues comme des acteurs légitimes et d'intérêt public pour un meilleur accès à l'alimentation et des revenus en faveur des agriculteurs, en dépit du fait qu'elles favorisent concrètement la consolidation de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement et du vivant, qu'elles achètent à un meilleur prix les produits des agriculteurs et des coopératives d'agriculteurs, et qu'elles maintiennent une production agricole à la périphérie d'Istanbul.

L'exigence des coopératives de consommation en termes de production agroécologique et d'alimentation, trouvant plutôt un écho chez les agriculteurs convaincus et pratiquant une agriculture plus inclusive, sociale et écologique, est un frein pour de nombreux agriculteurs conventionnels à changer de modèle. Cette nouvelle politique publique agricole métropolitaine pourrait s'avérer être un outil de mobilisation des agriculteurs, pour les maintenir ou les inclure dans le giron du parti politique du CHP. Cette conclusion demanderait à poursuivre cette étude afin de voir l'influence politique de cette nouvelle politique publique agricole sur les votes des agriculteurs.

Bibliographie

- Akyıldız, S. et Gajac, O. (2024). Une décennie après Gezi : de l'émergence d'engagements collectifs à la légitimité institutionnelle du changement social, Dans Gajac, O (Dir.), *L'économie solidaire entre reconnaissance internationale et mouvement par le bas. Un regard sur la Turquie*, Le Sociographe.
- Agah, H. et Yılmaz, H. (2021). Büyükşehir Belediyelerinin Ve İlçe Belediyelerinin Tarımsal Destekleme Hizmet Standartlarının Geliştirilmesi Projesi Mevcut Durum Raporu. Yerel Yönetim Reform Projesi.
- Aşar, K. K.. (2020). « Protest and taste: socio-spatial restructuring of Moda after Gezi Protests » pp. 105-118 in *Inequality and Uncertainty Current Challenges for Cities* edited by Marta Smagacz-Poziemska et al. Singapore: Palgrave Macmillan.
- Birdal, A. (2020). « Akın Birdal ile Köy-Kooperatifi Deneyimini Konuştuk » January 4, *Yerdeniz Kooperatifi*. <http://yerdenizkooperatifi.org/index.php/2020/01/04/akin-birdalla-koy-koop-deneyimini-konustuk/> [Accessed: 19 November 2023].
- Büke, A., Tatari, M.F. et Doğan, O. et.al. (2021). « İstanbul'da İşlenen Tarım Alanları », *Yerküre Yerel Çalışma Kooperatifi*.
- Déloye, Y. et Haegel, F. (2019). La politisation : du mot à l'écheveau conceptuel. *Politix*, 127 (3), p. 59-83.
- De Maillard, J. (2006). La conduite des politiques publiques à l'épreuve des temporalités électorales. Quelques hypothèses Exploratoires, *Pôle Sud*, n°25, p. 39-53.

- Ekinci, K. et Görgülü, Z. (2015). « İstanbul'da Yeni Kentsel Devingenliğin İktidar Gramerini Açıklayıcı Bir Olgu Olarak “ Bir Sonraki Proje Endişesi ” » *Planlama*. 25(1): 64–79.
- Erder, S. (2015). *İstanbul bir Kervensaray (mı?)*. İstanbul: Bilgi Üniversitesi Yayınları
- Erder, S. et İncioğlu, N. (2008). *Türkiye’de Yerel Politikanın Yükselişi : İstanbul Büyükşehir Belediyesi Örneği, 1984-2004*. İstanbul : Bilgi Üniversitesi Yayınları.
- Fautras, A. 2016. « Les bostan d’İstanbul: Des jardins maraîchers comme espaces de résistance » . Mémoire de Master 2, Université Paris-Sorbonne.
- Frère, B. et Jacquemain, M. (2013). Conclusion / quoi de neuf sous le soleil de l'engagement ? in Bruno Frère et al., *Résister au quotidien ?*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) | « Académique » 2013, p. 241-256.
- Gajac, O. (2024). Un préambule à l’action. Dans Gajac, O. (Dir.), *L’économie solidaire entre reconnaissance internationale et mouvement par le bas. Un regard sur la Turquie*, Le Sociographe.
- Girault, E. (2011). Ce que la politisation fait aux politiques publiques : le désordre destemporalités, *Temporalités* [Online], 13 | 2011, Online since 04 July 2011, connection on 10 June 2025. URL: <http://journals.openedition.org/temporalites/1590>; DOI:<https://doi.org/10.4000/temporalites.1590>
- Groc, G. (1998). La « société civile » turque entre politique et individu, *CEMOTI*, n° 26, 1998. L'individu en Turquie et en Iran, p. 43-74;
- Hürriyet Gazetesi (2005). « SEKA Direnişi Türkiye’ye Yayıldı », [hurriyet.com.tr](http://www.hurriyet.com.tr/ekonomi/seka-direnisi-turkiye-ye-yayildi-301442), consulté le 08.11.2018 : <http://www.hurriyet.com.tr/ekonomi/seka-direnisi-turkiye-ye-yayildi-301442>.
- Kuyucu, T. et Ünsal, Ö. (2015). « ‘Urban Transformation’ as State-led Property Transfer: An Analysis of Two Cases of Urban Renewal in Istanbul », *Urban Studies*. No:47, p.1479-1499.
- İBB et İPA (2022). *İstanbul Vizyon 2050 Strateji Belgesi*. https://vizyon2050.istanbul/upload/content/vizyon2050_strateji_belgesi_120623comp2_2023612_1352369.pdf.
- İBB ve İPA (2021, Eylül). *İstanbul Gıda Stratejisi Belgesi: Dirençli, Onarıcı, Doğa Dostu Tarım, Adil, Demokratik Güvenli Gıda*. <https://ipa.istanbul/wp-content/uploads/2021/10/Istanbul-Gida-Strateji-Belgesi.pdf>
- İBB (2020). 2020 Faaliyet Raporu. https://uploads.ibb.istanbul/uploads/faaliyet_raporu_2020_e0aa3d6283.pdf
- Izmir BŞB (2019, 16 Kasım). 11 Büyükşehir Belediyesinden Tarım Konusunda İşbirliği. <https://www.izmir.bel.tr/tr/Haberler/11-buyuksehir-belediyesinden-tarim-konusunda-isbirligi/41051/156>.

- Izmir BŞB (2019, 16 Kasım). « 11 Büyükşehir Belediyesinden Tarım Konusunda İşbirliği ». <https://www.izmir.bel.tr/tr/Haberler/11-buyuksehir-belediyesinden-tarim-konusunda-isbirligi/41051/156>
- Karakaya Ayalp, E. (2021-2). « Alternatif Gıda Ağları ve Türkiye’de Yurttaş Temelli Gıda İnisiyatifleri » Issue 33, Volume 12, p. 965-1005.
- Kuyucu, T. et Ünsal, Ö. (2015). « ‘Urban Transformation’ as State-led Property Transfer: An Analysis of Two Cases of Urban Renewal in Istanbul », *Urban Studies*. No: 47, p. 1479-1499.
- Laclau, E. (2005). *La Raison Populiste*. Paris : Seuil.
- Lanciano E. et Saleilles, S. (2011). Le travail institutionnel du mouvement des Amap, *Revue française de gestion*, 8 (217), p. 155-172.
- Massicard, E. (2014). Une décennie de pouvoir AKP en Turquie : vers une reconfiguration des modes de gouvernement ?, *Les Etudes du CERI*, n° 205, juillet.
- Mazeaud, A., Aulagnier, A., Smith, A. et Compagnon, D. (2022). La territorialisation de l’action climatique, *Pôle Sud*, 57 (2), p. 5-20.
- Olay, D. (2012). « Deba Direnişi Sürüyor », consulté le 08.11.2018 : <http://www.denizliyeniolay.com/mobil/haberler/guncel/debadirenisi-suruyor/3902/>.
- Özdoğan, K. (2023). « Tarımlaştırma ve Tarımsızlaştırma: İstanbul’da Bostancılığa Bütünsel Bakış Denemesi » *Eğitim Bilim Toplum*, 21(82), p.173-207.
- Şahin, S.Z. (2014). « Türkiye’de Kent Planlamasının Neoliberal Yeniden Ölçeklenmesine Bir Örnek : Ankara » *Kent Yönetimi ve Planlama*, 8 Kasım Dünya Şehircilik Günü Kolokyumu Bildiriler Kitabı Vol. II., Ankara, TMMOB. Şehir Plancıları Odası, p. 637-645.
- Savaşkan, O. (2019). « Türkiye’de Yerel Yönetimler ve AKP Belediyeciliği » *Birikim* No: 358-359, Février-Mars, p. 88-100.
- Savaşkan, O. (2017) « 2000 sonrası Türkiye’inde yerel yönetimler reform süreci » *Toplum ve Bilim*, No: 141. p. 140-173.
- Savran, S. et Özcan, G. (2010). « The Tekel Strike in Turkey ». *The Bullet*, dernière visite le 08.11.2018 : <https://socialistproject.ca/2010/03/b326>.
- Telseren, A. (2024). L’engagement des femmes et l’économie solidaire : les cas de figure de YKF et de Potlaç, Dans Gajac, O. (Dir.), *L’économie solidaire entre reconnaissance internationale et mouvement par le bas. Un regard sur la Turquie*, Le Sociographe.
- Yaşar, C.G. (2014). « Bütünşehirde görünmez kır ve topyekün kentleşme afeti : büyükşehirlerde kentsel büyüme ve tarım » *Kent Yönetimi ve Planlama*, 8 Kasım Dünya Şehircilik Günü Kolokyumu Bildiriler Kitabı II.Cilt, Ankara, TMMOB. Şehir Plancıları Odası. p. 557-575. 7

- Yerdeniz Kooperatifi (2024). *Anti-Kapitalist Dayanışma Ekonomisi ve Halkın Gıda Egemenliği Yazıları*. İstanbul: Yerdeniz Kooperatifi Yayınları.
- Yörük, E., Yüksel, M., Traduit de l'anglais par Raviart, P. (2016) . Classes et politique dans les manifestations de Gezi en Turquie. *Agone*, n° 60(3), 79-100. <https://doi.org/10.3917/agone.060.0079>.
- Yıldızcan, C. (2024). Renouveau des valeurs du coopérativisme dans l'économie sociale et solidaire. Dans Gajac, O. (Dir.), *L'économie solidaire entre reconnaissance internationale et mouvement par le bas. Un regard sur la Turquie*, Le Sociographe.
- Zittoun, P. (2021). Politique et politisation des politiques publiques. Dans Jacob, S. et Schiffino, N. *Politiques publiques. Fondements et prospective pour l'analyse de l'action publique*, Bruylant, p.77-115.

A PROPOS DE LA PUBLICATION

Fondé en 2013 à Séoul, le GSEF – Global Forum for Social and Solidarity Economy – est une organisation mondiale de gouvernements locaux et d'acteurs de la société civile engagés dans la promotion et le développement de l'économie sociale et solidaire. Ses 90 membres, présents dans 35 pays, représentent la diversité des parties prenantes de l'ESS : gouvernements locaux, réseaux d'acteurs, associations, coopératives, mutuelles, fondations, entreprises sociales, universités... Le GSEF accompagne le développement de l'ESS à travers le monde, par le soutien au dialogue entre pouvoirs publics et acteurs de l'ESS pour co-construire des politiques publiques locales contribuant à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) et à l'émergence d'écosystèmes favorables à l'ESS.

Les Groupes de travail thématiques du GSEF (GT) ont été votés en Assemblée Générale du 5 mai 2023. Le GT « Impact des politiques publiques d'ESS dans l'atteinte des ODD » réuni une quinzaine de chercheurs de tous les continents. Il est piloté par Marguerite Mendell (Institut Karl Polanyi) et Timothée Duverger (Chair Terr'ESS, Sciences Po Bordeaux) et appuyé par le salarié du Secrétariat Général du GSEF en thèse Cifre.

Dans la continuité des recherches déjà menées par le GSEF en partenariat avec l'UNRISD, qui avaient abouti notamment à la rédaction de lignes directrices en faveur des politiques locales d'ESS, le GT Recherche a lancé, en janvier 2024, un appel à contributions pour recueillir des propositions de *working papers* devant s'intéresser aux trois processus récurrents de l'action publique : l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation. A travers l'analyse de ces processus de construction de politiques publiques d'ESS, il était demandé aux auteurs des travaux (chercheurs comme acteurs de l'ESS) de croiser deux dimensions fondamentales : la contribution de ces politiques locales à l'atteinte des objectifs de développement durable, et les paradoxes liés à l'institutionnalisation de l'ESS.

Un comité de lecture composé des membres du GT a évalué plus de quarante propositions, parmi lesquels les dix-sept *working papers* aujourd'hui publiés sous le titre *Les Politiques locales d'ESS au service de la transition socio-écologique*. Chaque texte est disponible sur le site web du GSEF, en accès libre et gratuit, en version originale (anglais, français ou espagnol) et en anglais. Cette production éditoriale ainsi que les traductions à l'anglais ont été rendues possibles grâce au soutien financier de la Caisse des Dépôts.

Les exemples concrets apportés par ces *working papers* viendront alimenter les programmes de renforcement des capacités des collectivités territoriales et d'accompagnement au développement de politiques publiques favorables à l'ESS.



Global Forum
for Social and Solidarity
Economy

